

Aux Frontières de l'ATPC : Innovations et Impressions



Durabilité et ATPC : État des lieux

Sue Cavill avec Robert Chambers et Naomi Vernon

Numéro 04, février 2015

CLTS Knowledge Hub sur

www.communityledtotalsanitation.org



À propos de la CLTS Knowledge Hub

Les travaux de l'IDS soutiennent l'Assainissement total piloté par la communauté (ATPC) depuis ses tout débuts. L'ATPC est maintenant devenu un mouvement international pour lequel l'IDS s'est imposé comme la plateforme officielle du savoir.

La CLTS Knowledge Hub s'attache à mieux comprendre les réalités du terrain concernant les pratiques de l'ATPC et à découvrir, partager et promouvoir les bonnes pratiques, les idées et les innovations permettant d'arriver à une mise à l'échelle dans la durée. Nous nous efforçons de faire en sorte que la communauté ATPC reste bien connectée et soit tenue informée en lui offrant un espace propice à la réflexion, l'apprentissage continu et l'échange de connaissances. Nous travaillons en collaboration avec des praticiens, des décideurs, des chercheurs et autres acteurs qui œuvrent au développement et à l'assainissement avec les communautés associées.

En fin de compte, le but fédérateur de la plateforme est de contribuer à la dignité, à la santé et au bien-être des enfants, des femmes et des hommes du monde en développement qui souffrent actuellement des conséquences d'un assainissement insuffisant, voire totalement absent, et d'un manque d'hygiène.

Photo de couverture

UNE FEMME SE TIENT DEVANT SON BLOC SANITAIRE TOUT PROPRE, AUE ANJARASOA, AMBALAFENO, SOAVINA, DISTRICT DE BETAFO, REGION DE VAKINANKARATRA, MADAGASCAR, FÉVRIER 2012

PHOTO : WATERAID/ RINDRA RAMASOMANANA

Durabilité et ATPC : État des lieux

Sue Cavill avec Robert Chambers et Naomi Vernon



Citation correcte : Cavill, S. avec Chambers, R. et Vernon, N. (2015) « Durabilité et ATPC : État des lieux », *Aux Frontières de l'ATPC : Innovations et Impressions* Numéro 4, Brighton : IDS

Première édition en 2015

© Institute of Development Studies 2015

Droits réservés – pour en savoir plus, voir la licence sur les droits d'auteur.

ISBN 978-1-78118-234-5

Pour obtenir un complément d'information, veuillez contacter :

CLTS Knowledge Hub, Institute of Development Studies, University of Sussex, Brighton, BN1 9RE, Royaume-Uni

Tél. : +44 (0)1273 606261

Courriel : CLTS@ids.ac.uk

Web : www.communityledtotalsanitation.org

Cette série fait l'objet d'une licence de type BY-NC-ND 3.0 Unported de Creative Commons (<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/>).

Attribution (BY) : Vous devez attribuer les travaux de la façon spécifiée par l'auteur ou le détenteur de la licence.

Non commerciale (NC) : Vous ne pouvez pas utiliser ces travaux à des fins commerciales.

No Derivative Works (ND) : Vous ne pouvez pas modifier, transférer ou compléter ces travaux.

Les utilisateurs ont le droit de copier, distribuer, afficher, traduire ou mettre en scène ces travaux sans autorisation écrite. En cas de réutilisation ou de distribution, vous devez indiquer clairement aux tiers les conditions de licence associées à ces travaux. Si vous utilisez ces travaux, vous êtes prié de faire mention du site web de l'ATPC (www.communityledtotalsanitation.org) et d'envoyer un exemplaire de vos travaux ou un lien à leur utilisation en ligne à l'adresse suivante : CLTS Knowledge Hub, Institute of Development Studies, University of Sussex, Brighton, BN1 9RE, Royaume-Uni (CLTS@ids.ac.uk).

Toutes les photos figurant dans ce numéro ont fait l'objet d'une autorisation au moment de leur prise et leur utilisation est pleinement agréée.

Traduit de l'anglais par Maryck Nicolas-Holloway MITI www.tradwise.com

Cette série a été financée par l'Agence suédoise pour le développement international.



Remerciements : Nous adressons nos sincères remerciements à Yolande Coombes, Suzanne Hanchett, Andrés Hueso et Andy Robinson pour avoir relu la première version de ce document et pour leurs précieux commentaires et suggestions.



Durabilité et ATPC : État des lieux¹

Contexte

Chacune des trois phases imbriquées de l'histoire de l'ATPC a présenté ses propres caractéristiques, ses préoccupations et ses priorités :

1. *Croissance initiale et acceptation*. Créativité, apprentissage rapide, crédibilité. Affiner les méthodes, démarrer dans les pays, établir des têtes de pont, faire face au scepticisme, à la résistance et la réjection, identifier des défenseurs et les soutenir.
2. *Grandir et prendre son envol*. Propagation rapide à l'échelle nationale, internationale et organisationnelle. Maintenir la qualité de la formation et des performances, vérification, maîtriser les réalités du terrain.
3. *Un engagement plus mûr*. Durabilité et portée. Suivi après l'obtention du statut FDAL (Fin de la défécation à l'air libre), commercialisation et échelle de l'assainissement, environnements problématiques, risque environnemental lorsque les fosses sont vidées ou remplacées, diversité, rigueur et portée des recherches afin d'affiner l'ATPC, repousser les frontières.

Ces dernières années, la durabilité du statut FDAL dans les milieux ruraux à maintes fois été une préoccupation majeure dans les ateliers et les conférences. D'autres numéros de cette série exploreront et passeront en revue les frontières plus larges et les aspects liés à la portée et la diversité. Ce numéro, quant à lui, cherche à résumer et faire le point de ce que nous savons à propos de la durabilité, les implications pratiques de ce savoir, et ce qu'il nous faut connaître en plus.

Définitions et dimensions

Qu'est-ce qui doit durer ? Dans le contexte de l'ATPC, la durabilité fait référence à l'ensemble des communautés et à leur statut FDAL. Les définitions et les critères d'évaluation des communautés ayant le statut FDAL englobent généralement les éléments suivants :

- L'éradication de la défécation à l'air libre dans la communauté.
- Des latrines privées, dotées d'un couvercle pour boucher le trou de défécation et d'un toit par souci de protection, qui sont hygiéniques, permettent d'isoler les excréta de manière sûre et préservent l'intimité.
- L'utilisation des latrines par tous les membres du ménage et tous les membres de la communauté.
- Une installation pour se laver les mains à proximité de la latrine, dotée d'eau, de savon ou de cendres, et témoignant d'une utilisation régulière.

¹ Ce numéro d'*Aux Frontières de l'ATPC* tente de faire une synthèse précise de là où nous en sommes au début de 2015. Nous sommes très conscients que c'est un domaine qui évolue rapidement, caractérisé par des changements, de nouveaux éclairages et des développements qui surviennent constamment, c'est pourquoi nous serions très intéressés de recevoir les contributions, commentaires et suggestions de nos lecteurs. 1

Certains pays ont ajouté d'autres éléments ou adopté un statut plus strict défini comme FDAL + (nombre de selles d'enfants non compris) :

- Lavage des mains.
- Méthodes sûres de stockage et de manipulation de l'eau potable.
- Hygiène alimentaire (égouttoirs à vaisselle surélevés, couvercle sur les aliments).
- Évacuation des eaux usées.
- Gestion des déchets solides.
- Fourniture de latrines institutionnelles dans les écoles, sur les marchés et pour les passants.

La durabilité du statut FDAL dans son sens le plus large ferait référence à l'existence et au maintien de tous ces comportements, ces conditions et ces installations, y compris la propreté et l'usage hygiénique des toilettes par tous les membres d'une communauté au fil du temps ainsi que la gestion et l'évacuation en toute sécurité des boues fécales. Dans l'usage qui en est fait actuellement, la durabilité de l'ATPC fait référence aux communautés qui ont été vérifiées comme ayant le statut FDAL (donc ayant atteint les critères locaux requis) puis ayant été certifiées (dont le statut a été officiellement confirmé, le plus souvent au terme d'une vérification indépendante) et qui parviennent ensuite à conserver ce statut. Dans certains cas, des contre-vérifications sont effectuées pour confirmer si le statut FDAL a été préservé.



Lavage des mains au Malawi. Photo : Petra Bongartz.

Les statistiques de durabilité se fondent sur l'hypothèse que les communautés étaient FDAL au départ et remplissaient tous les critères faisant l'objet de la contre-évaluation (voir par exemple l'étude de Plan). Le taux réel de régression peut être exagéré si la vérification et la certification d'origine ont été d'une qualité inférieure à la contre-vérification. Cela peut être le cas lorsque les communautés « jouent la comédie » à l'occasion de la contre-vérification ou lorsque les critères d'origine, tels que 100 pour cent de lavage des mains avec du savon, étaient irréalistes ou difficiles à vérifier. Un tel scénario est susceptible de se produire lorsque la vérification est inadaptée ou manque de professionnalisme ou lorsqu'il y a des récompenses attachées à l'obtention du statut FDAL. Bien que cela varie d'un État à un autre, cela s'est produit dans le cas des prix Nirmal Gram Puraskar en Inde (qui n'ont pas utilisé l'ATPC) dans lequel de nombreuses communautés n'ont jamais pu atteindre le statut FDAL (CLTS Knowledge Hub 2011, 2012). Les statistiques peuvent aussi être faussées si les critères utilisés lors de la contre-vérification diffèrent de ceux

de la vérification d'origine. Il est souvent difficile de déterminer si les rapports de régression font référence à des membres du ménage qui retournent à la DAL ou aux nombres de communautés qui n'ont pas pu conserver le statut FDAL ou qui n'ont pas réussi à satisfaire à d'autres critères FDAL (comme le lavage des mains, ou la protection de l'eau de boisson).

Quatre grandes études et leurs résultats

Les quatre études

Les sources dont nous nous inspirons comprennent quatre grands projets de recherche :

Plan International en Afrique

Plan International Australie a commandité des recherches, réalisées en 2012-2013, sur la durabilité du statut FDAL dans les programmes de Plan International en Éthiopie, au Kenya, en Sierra Leone et en Ouganda (Tyndale-Biscoe et al 2013). L'étude a adopté les définitions nationales données à la FDAL et a contre-vérifié le statut FDAL de 116 communautés qui (à quelques exceptions près en Ouganda) avaient été déclarées FDAL au moins deux ans plus tôt. La taille des villages allait de 6 à 138 ménages pour une moyenne de 43. Les méthodes englobaient la contre-vérification de chacun des 4 960 ménages et l'établissement de frises participatives de l'assainissement dans les ménages. Les principales conclusions des recherches ont été les suivantes :

- Les données de contre-vérification ont trouvé que 87 pour cent des 4 960 ménages avaient encore une latrine en état de marche. Sur les 116 villages, 27 affichaient encore une utilisation complète des toilettes, alors que dans les 89 villages restants, le taux de régression variait de 2 à 57 pour cent.
- Le programme ATPC a été très efficace pour stimuler la construction de latrines à fosse simples mais presque aucun des ménages n'a progressé le long de l'échelle de l'assainissement, ce qui est un point particulièrement important si ces toilettes ne sont pas opérationnelles ou salubres.
- Les raisons les plus fréquemment citées pour le taux de régression de 13 pour cent étaient les contraintes financières, la fin du soutien consenti par la communauté, le désagrément et le manque de confort, la reconstruction et le vidage des fosses, et l'idée d'avoir à partager les latrines.
- Aux rangs des autres résultats, l'étude a révélé que, sur les 4 960 ménages de l'étude, dans 89 pour cent des cas, il n'y avait aucun signe d'excréments dans le voisinage, 37 pour cent avaient des installations de lavage des mains, 25 pour cent avaient des installations de lavage des mains avec du savon/de la cendre, et 19 pour cent avaient un couvercle bouchant le trou de défécation.



Discussion des facteurs à Kilifi au Kenya. Photo : Plan International, Étude FDAL de Plan.

Les auteurs précisent que « l'étude est partie du principe qu'à l'époque de la certification FDAL, tous les ménages de tous les villages satisfaisaient à tous ces critères – une hypothèse qu'il est impossible de vérifier. De fait, il est probable que des processus de vérification du statut FDAL loin d'être parfaits auront laissé passer certains ménages entre les mailles du filet même s'ils ne satisfaisaient pas à tous les critères. Par conséquent, les taux de régression présentés sont vraisemblablement plus élevés que les chiffres réels, ce qui veut dire, d'un côté que le taux réel

de régression est inférieur à celui indiqué mais, d'un autre côté, que le succès initial de l'obtention du statut FDAL par les villages est inférieur à ce qu'on a supposé » (Tyndale-Biscoe et al 2013: 36). Ce point vaut tout particulièrement pour les critères non liés à la DAL.

Évaluation de l'UNICEF

L'UNICEF a commandité une évaluation majeure, réalisée en 2013, de ses programmes CATS (Approches communautaires de l'assainissement total) (UNICEF 2014). La méthode CATS, adoptée par l'UNICEF en 2008, partage les mêmes principes et l'approche prônée par l'ATPC. En 2014, elle était mise en œuvre dans 58 pays. Parmi les nombreuses activités de l'équipe d'évaluation figuraient des visites de 10 à 14 jours en Inde, au Népal, au Mozambique, en Sierra Leone et en Mauritanie, pays sélectionnés pour leur diversité représentative. Si l'équipe d'évaluation a effectivement trouvé que les programmes CATS étaient efficaces et performants, elle a émis des réserves en termes de durabilité dans la phase faisant suite à la certification FDAL, notamment :

- Durabilité des infrastructures.
- Développement de l'offre d'approvisionnement, qui nécessite des expérimentations avec divers mécanismes de financement innovants et une mobilisation plus forte du secteur privé.
- Adhésion continue aux normes sociales pour un comportement FDAL.
- Le manque de subventions, ce qui veut dire qu'il y avait des implications en termes de durabilité et d'équité concernant les communautés les plus difficiles à toucher et les populations extrêmement pauvres.



Village FDAL en Indonésie. Crédit : Programme Eau et Assainissement (WSP)/ Banque mondiale.

Indonésie

En 2010, le WSP a mené des recherches sur la durabilité dans 80 communautés ayant fait l'objet d'un déclenchement ATPC dans 20 districts de Java oriental au moyen d'une riche panoplie de méthodes participatives (WSP 2011; Mukherjee et al 2012). Vingt communautés ont été sélectionnées dans chacune de quatre catégories – rapidement devenue FDAL, tardivement devenue FDAL, pas FDAL mais avec un taux de couverture élevé, et pas FDAL avec un faible taux de couverture.

Les conclusions énonçaient les éléments suivants :

- La qualité du déclenchement était certes un facteur important mais, à lui seul, un déclenchement ATPC de bonne qualité n'était pas une garantie de résultats FDAL.
- Les communautés devenues rapidement FDAL offraient le modèle le plus efficace de mise à l'échelle durable : 95 pour cent d'entre elles avaient maintenu leur changement de comportement 4 à 28 mois après avoir été prononcées FDAL.
- La durabilité était liée au capital social et au soutien au sein des communautés, au leadership, à la disponibilité des matériaux souhaités, à l'absence de subventions et à un suivi postérieur à l'obtention du statut FDAL par des agences extérieures en association avec les communautés.

Bangladesh

WSP a commandité une étude au Bangladesh pour examiner le statut de 53 Union Parishads (UP) qui avaient atteints une couverture totale en toilettes avant 2005, soit au moins 4 ans et demi plus tôt (Hanchett et al 2011). Il a été observé que 89,5 pour cent des 3 000 ménages étudiés possédaient ou partageaient des toilettes qui permettaient d'isoler les fèces en toute sécurité. L'accent était mis sur les pratiques de défécation, les installations matérielles et les services associés. L'étude a comparé les résultats locaux en fonction de l'approche adoptée par la campagne initiale : collectivités locales uniquement, ONG sous contrat, ONG utilisant des méthodes ATPC, ou ONG ne mettant pas en avant des méthodes ATPC. Les communautés ATPC avaient des toilettes sensiblement améliorées (y compris celles partagées par plusieurs

ménages). Dans les communautés ATPC, un pourcentage de toilettes plus élevé que dans les autres communautés (28 pour cent) étaient partagées par plus de deux ménages (11 à 20 pour cent). Une autre conclusion importante a révélé qu'il était plus probable que les toilettes partagées soient sales, 65 pour cent des toilettes partagées étant jugées « souillées » contre 49 pour cent des toilettes privées. Il a été trouvé que les niveaux de DAL dans un sous-groupe de 13 quartiers n'étaient pas mieux dans les communautés ATPC que dans les autres, sans doute parce que les communautés ATPC avaient plus de toilettes partagées.



Latrine publique dans un bazaar du district de Banaripara Upazila Barisal, 2009. Photo : Anwar Islam/ WSP/ Banque mondiale.

La propreté des toilettes était une source de préoccupation dans tous les quartiers, tout particulièrement celle des toilettes partagées. Parmi les facteurs de durabilité figuraient les programmes de suivi à l'issue de l'obtention du statut FDAL, le leadership local, l'aide aux familles démunies, et un accès facile aux pièces détachées et aux services de maintenance des toilettes. Les ménages ayant reçu des visites de suivi à l'issue de l'obtention du statut FDAL avaient 1,4 fois plus de chances d'avoir des toilettes améliorées.

Autres sources

Nous nous inspirons aussi d'autres sources, y compris les recherches de WaterAid menées au Bangladesh, au Népal et au Nigéria en 2008-09 (WaterAid 2009 ; Robinson 2009), le plus souvent peu de temps après la vérification FDAL ; l'« Initiative Un Million » au Mozambique (Pendly et Obiols 2013) ; un programme GOAL en Sierra Leone (Boot, 2014) ; et d'autres études, par exemple, par Eduardo Perez et al (2012) et Kathryn O'Connell (2014). Nous voyons aussi de plus en plus fréquemment des données factuelles montrant des cas où il n'y a que peu ou pas de différences en termes de résultats sanitaires entre la pratique de la DAL et l'utilisation de simples latrines à fosse non améliorées (Quattri et Smets 2014 ; WSP 2014a ; WSP 2014b ; Beyene et Deressa 2015).

Ensemble, toutes ces études suggèrent qu'il est très rare et pourtant très important de progresser le long de l'échelle d'assainissement ou de démarrer au-dessus de l'échelon le plus bas.

Dans ce tour d'horizon, nous distinguons trois dimensions de la durabilité :

- **Les conditions porteuses**, qui font référence aux institutions et aux processus.
- **La durabilité physique et technique**, qui fait référence à l'état matériel, aux structures, à l'échelle de l'assainissement et au marché.
- **La durabilité sociale et comportementale**, qui fait référence aux normes sociales et comportementales et à la dynamique au sein des communautés et des cultures.

Ces trois dimensions sont imbriquées et se renforcent ou s'affaiblissent mutuellement.

Les conditions porteuses des institutions et processus

Parmi les conditions favorables figurent la priorité politique et les campagnes en faveur de l'ATPC ; la qualité, le caractère inclusif, l'intensité, la planification et le calendrier des activités ; ainsi que le suivi à l'issue de l'obtention du statut FDAL.

Priorité politique et campagnes

Les pays qui affichent le plus de succès à convaincre les communautés de décrocher le statut FDAL ont fait de l'assainissement une priorité politique de premier plan². Des campagnes nationales, nourries au fil des ans, avec un solide leadership politique et administratif aux niveaux national et local, ont occupé le devant de la scène (pour un aide-mémoire sur les



Les autorités du district d'Ende et Plan Indonésie ont signé un mémorandum d'accord pour la mise en œuvre d'une STBM (stratégie nationale d'hygiène et d'assainissement à partir de l'approche ATPC) sur quatre ans. Photo : Nasrus Syukroni/Plan Indonésie.

actions pratiques menées en campagne, voir Chambers 2013). Une approche plurisectorielle et multipartite avec le soutien d'un secteur ONG dynamique a été fréquente (Hanchett et al 2011). Au Bangladesh, la campagne FDAL de 2003-2006 s'appuyait sur les fondations jetées par des programmes antérieurs d'assainissement (y compris la Campagne nationale de mobilisation sociale pour l'assainissement qui s'est déroulée du milieu des années 1980 au milieu des années 1990). Les ménages qui se souvenaient de la campagne avaient plus de chances d'avoir une toilette améliorée ou partagée.

² Beaucoup de pays disposent désormais de directives nationales écrites de vérification et de certification, voir www.communityledtotalsanitation.org/resource/national-protocols-and-guidelines-verification-and-certification.

Qualité, caractère inclusif et intensité des programmes : La qualité des processus ATPC est absolument essentielle pour obtenir des résultats durables. Une préparation adéquate préalable au déclenchement puis un déclenchement réussi sont bien sûr fondamentaux. Plus la participation est inclusive au moment du déclenchement, mieux c'est : en règle générale, on cherchera à obtenir la présence de 80 pour cent des membres de la communauté. L'étude de Plan a montré que la participation des femmes au moment du déclenchement était plus importante que celle des hommes. Tous



Réunion de femmes leaders à Kilifi, au Kenya.
Photo : Plan International, Étude FDAL de Plan.

les membres de la communauté, y compris les personnes souffrant d'un handicap, les personnes âgées et les groupes marginalisés devraient être encouragés et aidés à assister au déclenchement (pour de plus amples informations, voir *Aux Frontières de l'ATPC* No. 3). La date et l'heure du déclenchement devraient convenir à la fois aux hommes et aux femmes.

D'autres facteurs significatifs sont la fréquence des visites planifiées de suivi sur le terrain, le temps et l'énergie investis dans ces visites, et le rôle des Leaders naturels en plus du personnel des ONG et des autorités locales et autres défenseurs de l'ATPC, ainsi que la pérennité de leur poste. De bons résultats ont été obtenus dans le programme de l'UNICEF au Mali avec deux visites de suivi par semaine jusqu'à l'obtention du statut FDAL (Bevan 2011). Les visites de suivi sont essentielles une fois le statut FDAL obtenu.

Planification et calendrier des activités : Il peut s'agir d'un facteur de durabilité sociale. La durabilité peut être planifiée dès le départ en anticipant certains aspects ultérieurs tels que le timing et l'introduction progressive de la commercialisation et des services, le microfinancement et la programmation faisant suite à l'obtention du statut FDAL (voir plus loin).

Des retards et des engorgements au niveau de la vérification peuvent démotiver les communautés et on risque donc une régression à la DAL (CLTS Knowledge Hub 2011) mais un certain délai entre les communautés se déclarant FDAL et la vérification peut ancrer l'utilisation des toilettes dans les mœurs (Thomas et Bevan 2013). Au Nigéria, on estime que la durabilité est favorisée en repoussant la certification du statut FDAL jusqu'à six mois après la vérification (CLTS Knowledge Hub 2012).

Suivi à l'issue de l'obtention du statut FDAL : Le suivi et le renforcement sont deux étapes cruciales pour la durabilité du statut FDAL mais ces étapes ont souvent été négligées. La certification du statut FDAL a souvent été

considérée comme l'étape finale, en laissant la durabilité ultérieure entre les mains des communautés. L'évaluation de la méthode CATS par l'UNICEF (2014) a constaté que les besoins en capacités et en ressources à l'issue de l'obtention du statut FDAL ne recevaient pas suffisamment d'attention. Il y a rarement eu un budget public ou d'ONG destiné à donner une aide adéquate à l'issue de l'obtention du statut FDAL. Beaucoup de budgets d'ONG sont limités dans le temps et arbitrairement tenus d'atteindre les objectifs fixés et ils prennent fin sans prendre de dispositions à plus long terme, notamment en

cas de financement des bailleurs basé sur les résultats. Trop souvent, les pouvoirs publics et les ONG n'ont ni l'engagement institutionnel à plus long terme ni les ressources financières et autres pour assurer un suivi et un renforcement des capacités (Venkataramanan 2012), mais il y a toutefois plus de continuité dans le personnel de la fonction publique que dans les ONG.



L'équipe STBM du sous-district et du village de Tiwerea a entrepris un suivi régulier afin de vérifier les progrès des 5 piliers de l'approche STBM. Photo : Nasrus Syukroni/Plan Indonésie.

L'appui extérieur après l'obtention du statut FDAL peut inclure les éléments suivants :

- Des visites plus fréquentes et ciblées auprès des ménages par des agents de santé du gouvernement.
- Des programmes réguliers de contre-vérification.
- Des systèmes formalisés de soutien aux Leaders naturels.
- Des visites continues par des ONG, du personnel des collectivités locales et des Leaders naturels.
- Du marketing et la fourniture de matériels (voir plus loin).

L'étude de Plan (Tyndale-Biscoe et al 2013) a révélé que l'appui extérieur et les encouragements ont influencé les décisions des ménages : les ménages DAL ont signalé le manque de soutien comme le troisième facteur le plus important dans leur décision d'abandonner leurs latrines. L'évaluation de l'approche CATS par l'UNICEF (2014) a elle aussi souligné le besoin d'activités de renforcement pour veiller au maintien des nouveaux comportements FDAL. Thomas et Bevan (2013) recommandent des visites post-certification au moins une fois par mois durant la première année. L'étude du WSP au Bangladesh (Hanchett et al 2011) a révélé que les ménages qui rapportaient avoir été

exposés à un programme de suivi avaient plus de chance d'avoir une toilette améliorée ou partagée que ceux n'ayant pas bénéficié de programme. Au Bangladesh, des programmes d'assainissement à long terme ont été établis pour soutenir le changement de comportement, y compris un secrétariat à l'assainissement au sein du gouvernement et des célébrations lors d'un « mois de l'assainissement ». De multiples signes tendent à suggérer que la pérennité du statut FDAL est plus probable avec un encouragement et un soutien extérieurs et lorsque ceux qui participent aux activités de suivi font preuve d'empathie et de soutien envers les communautés et les ménages au lieu de porter un jugement et de se comporter en donneurs de leçon.



Célébrations FDAL au Népal. Photo : Fiona Budge et le ministère de l'Eau, l'Irrigation et l'Énergie, Népal.

Parmi les mesures qui peuvent être prises figurent des contrats de performance pour le personnel de santé, l'accompagnement et la supervision, des formations et des mises à niveau régulières, et un programme de développement professionnel pour maintenir la qualité des interventions afin de favoriser le changement de comportement.

Bonne gestion, engagement et continuité des agents publics et autres défenseurs

Les collectivités locales qui promeuvent activement des améliorations en matière d'assainissement jouent un rôle important. La planification lors de la phase préalable au déclenchement, l'évaluation des informations pour améliorer les programmes d'ATPC, des systèmes de gestion de l'information et des indicateurs de résultats efficaces, ainsi que des rôles clairement définis pour les gestionnaires de l'ATPC au niveau du district sont autant d'éléments qui peuvent contribuer à la durabilité (Maulit et Kang 2011). Au Bangladesh, la stabilité de la direction du président de l'UP, son engagement, son enthousiasme et la dotation en ressources ont été des facteurs importants pour la durabilité : les présidents dynamiques améliorent les pratiques d'assainissement dans leurs UP, en rappelant continuellement aux gens l'importance de toilettes salubres, en aidant les familles pauvres et en consolidant les nouvelles normes sociales. Des défenseurs passionnés et engagés, qu'ils s'agissent de fonctionnaires, d'élus ou autres Leaders naturels, se distinguent à maintes reprises par leurs contributions considérables à la durabilité.

Mécanismes de financement : Pour que les ménages adoptent durablement l'usage de toilettes, il faut généralement des fonds pour assurer la maintenance et le fonctionnement des latrines, pour remplacer ou moderniser les toilettes de base ou pour s'affranchir d'un système à toilettes partagées (Hanchett et al 2011). Les toilettes de mauvaise qualité peuvent être le résultat d'un manque de fonds du ménage ou de la faible priorité qui leur est accordée par rapport à d'autres dépenses. Les sources de financement peuvent provenir des propres économies du ménage, de prêts consentis par des caisses

d'épargne villageoises ou des organismes de micro-crédit, des remises de fonds, ou parfois des subventions ciblées. Ces fonds peuvent accroître les chances d'une utilisation durable des toilettes.

Promotion continue de normes améliorées

Une fois que les gens ont pris l'habitude d'utiliser des latrines, on s'attend à ce qu'ils progressent le long de l'échelle d'assainissement et investissent dans de meilleures technologies. L'expérience est limitée sur la manière d'encourager les ménages à améliorer les pratiques d'assainissement. Au Bangladesh, la progression le long de l'échelle d'assainissement était associée à un programme de suivi, un défenseur local issu des pouvoirs publics et un soutien en faveur des entrepreneurs qui fabriquaient des pièces détachées et envers ceux qui vidaient les fosses.



Des promoteurs construisent une dalle de latrine dans le village de Chikompulazi, Mzuzu, Malawi. Photo: WaterAid/Ernest Randriarimalala.

Durabilité matérielle et technique

Conditions matérielles : Un déclenchement ATPC efficace débouche souvent sur le creusement immédiat de fosses. Cette action est plus ou moins facile et la durabilité de la fosse varie. Si les conditions sont bonnes, il est relativement facile de creuser la fosse et ses parois seront stables. Dans un sol sableux, les parois sont souvent instables et peuvent s'effondrer, notamment en cas de pluies ou d'inondations. Dans la roche dure, il n'est pas possible de creuser rapidement une fosse, mais lorsqu'une fosse de taille raisonnable peut être creusée, elle sera stable. Les catastrophes fréquentes telles que les inondations et l'effondrement des fosses, comme on le relate dans l'étude du Bangladesh (Hanchett et al 2011), sont dissuasives et les personnes touchées peuvent revenir à la pratique de la DAL ou opter pour des toilettes temporaires de qualité médiocre. Les zones touchées par des catastrophes naturelles (cyclones, inondations, ras de marée, pluies de mousson, glissements de terrain ou tornades) exigent des modèles techniques appropriés et nécessitent souvent des interventions après la catastrophe. Par ailleurs, on constate souvent un manque de conseils concernant la profondeur de la fosse : les fosses plus petites sont souvent plus stables et deviennent généralement autoporteuses à mesure qu'elles se remplissent, pourtant on signale des fosses pouvant atteindre 9 ou 15 mètres de profondeur.

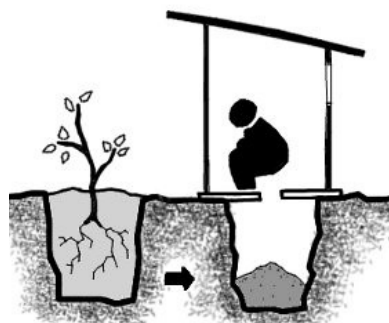
D'autres conditions fragilisent la durabilité. Des plans d'eau, tels que des étangs ou des lacs à proximité, et surtout l'eau des ruisseaux, des rivières et de la mer, fragilisent l'adoption et l'utilisation pérennes des toilettes car ils offrent des lieux commodes pour pratiquer la DAL et se nettoyer. Le manque de place pour remplacer ou creuser de nouvelles toilettes là où la population

est dense peut aussi diminuer la durabilité, tout comme la pollution des eaux souterraines.

La durabilité du lavage des mains et du maintien de la propreté des toilettes dépend de l'accès à l'eau, sa distance, comment elle est transportée et qui va la chercher. Aux rangs des facteurs négatifs, on peut citer la distance, le fardeau à porter à la main et le temps et l'énergie qu'il faut à ceux (et le plus souvent celles) qui sont chargés de la corvée d'eau et du nettoyage. Les facteurs positifs sont la proximité de sources d'eau tout au long de l'année et le transport par charrette ou à dos d'âne.

Qualité des toilettes, soutien technique et approvisionnement du marché : L'étude de Plan (Tyndale-Biscoe et al 2013) a trouvé qu'une construction et des matériaux de piètre qualité étaient un facteur significatif dans la décision d'abandonner des toilettes et que des latrines de qualité supérieure avaient plus de chances de durer et d'être entretenues. Les toilettes de mauvaise qualité sans joint hydrique ou sans couvercle hermétique sont susceptibles de dégager de mauvaises odeurs et d'attirer des mouches, ce qui n'incite pas à les utiliser et entraîne leur abandon. Les ménages ayant accès à un soutien technique ont plus de chances d'entretenir leurs toilettes. Au Bangladesh, où les pluies et les inondations sont des menaces fréquentes, l'usage de bagues de cuvelage en ciment a été très répandu pour éviter l'effondrement des fosses. Au lieu de conseils prescriptifs et de normes autocratiques (de bas en haut), beaucoup de programmes ATPC laissent aux communautés le soin de concevoir leurs propres toilettes. Mais, du fait de leur manque d'exposition antérieure, il leur est difficile de construire des toilettes durables.

Le vidage de la fosse est un autre facteur clé pour une utilisation durable. La construction d'une toilette peut être entravée par le souhait d'avoir une fosse coûteuse et de grande dimension pour qu'elle dure plus longtemps avant d'être remplie, mais les fosses de grande taille sont souvent moins stables et tendent à augmenter le risque d'effondrement. L'utilisation de toilettes peut aussi être diminuée pour les mêmes raisons, en laissant certains membres du ménage pratiquer la DAL, tout particulièrement lorsque la fosse est presque pleine. Trois facteurs peuvent faciliter les choses : des fosses jumelles où l'une peut être enfouie et servir de bon engrais pendant que l'autre est en service ; des arborloos, dont les fosses sont petites ; celles-ci sont comblées avec de la terre quand elles sont pleines, un arbre fruitier y est alors planté et une autre fosse est creusée ; et enfin, les entrepreneurs qui fournissent des services de vidage de fosses, ce qui peut soulever des problèmes liés à l'évacuation en toute sécurité des boues fécales. En Asie du Sud, les concepts de pureté et de pollution, et le statut bas et marginalisé des castes de « vidangeurs » peut être un facteur



Arborloo. Photo : Boîte à outils SSWM (EAWAG et al 2015).

pour les usagers des toilettes d'autres castes qui souhaitent repousser le moment où ils seront confrontés aux problèmes de l'évacuation des boues. L'accès au marché et aux prestations pour des produits, des biens et des services d'assainissement abordables peut être une condition préalable à une construction durable, une progression le long de l'échelle d'assainissement et une utilisation dans la durée, y compris :

- L'innovation technique qui réduit le coût des toilettes (WaterAid 2009), notamment une conception participative comme on le décrit dans le 1^{er} numéro d'*Aux Frontières de l'ATPC* en prévoyant ce qui va se passer une fois la fosse remplie.
- Les entrepreneurs qui répondent aux besoins du marché pour les usagers à faible revenu en proposant des produits et matériaux durables comme des dalles, des bagues ou des briques pour le chemisage de la fosse.
- Le financement de R&D pour développer une technologie bon marché et acceptable, par exemple l'Initiative Selling Sanitation³.
- Des manières faciles de creuser de nouvelles fosses.
- Des maçons pour la construction et les réparations.
- L'accès à des fonds pour la modernisation des toilettes afin de progresser le long de l'échelle d'assainissement.
- Des vendeurs de fosses qui, comme au Bangladesh, peuvent être appelés sur leur téléphone mobile.
- WSP a mis au point un outil simple pour permettre aux agents de la santé publique de donner des conseils concernant la profondeur, la forme et le chemisage de la fosse ainsi que les dalles et la superstructure (à paraître en 2015).

Une autre condition est que les ménages et les comités locaux aient suffisamment de connaissances techniques et de confiance pour surveiller et garantir la qualité des matériaux et de la construction.



Elifa Mwaungulu en train de construire une dalle de latrine dans le village de Chikomplazi, Mzuzu, Malawi. Photo : WaterAid/Layton Thompson.



Sani Park, Miandrivazo, Madagascar, 2012. Photo : WaterAid/Anna Kari.

³ Une initiative commune entre la Société financière internationale (IFI) et le Programme Eau et Assainissement (WSP) de la Banque mondiale, voir www.wsp.org/sites/wsp.org/files/publications/WSP-IFC-Brochure-Selling-Sanitation-FINAL.pdf



Zinah et sa fille, Zin, 13 ans, construisent leurs toilettes. Village d'Ambohimasina, commune de Talatan' Angavo, district d'Ankazobe, région d'Analamanga, Madagascar, Octobre 2013.
Photo : WaterAid/Ernest Randriarimalala.

Durabilité sociale et comportementale

Changement durable des normes sociales : Les normes sociales contribuent aux préférences des gens envers la DAL ou la FDAL. Les normes sociales sont des valeurs, des croyances, des attitudes et des comportements socialement acceptés ou approuvés – qui traduisent ce qu'une personne considère comme étant le comportement correct que l'on attend d'elle. Cette notion est liée à l'idée que les gens se font du comportement que l'on attend d'eux et à ce que font la plupart des autres gens. Le déclenchement et les processus ATPC sont conçus pour provoquer un changement de comportement collectif, en transformant les normes sociales pour passer de la pratique de la DAL à l'utilisation de toilettes afin d'arriver à ce que des communautés tout entières deviennent FDAL. Dans les communautés FDAL, la norme sociale est donc que les gens s'attendent à ce que tout le monde utilise des toilettes et un comportement hygiénique et tous sont convaincus que les autres attendent la même chose d'eux.

Beaucoup de déclencheurs, d'outils et d'activités sont décrits dans la littérature (p. ex. dans le *Manuel de l'ATPC* (Kar avec Chambers 2008)) et d'autres sont constamment développés. Une innovation qui mérite d'être signalée concerne la promesse publique. Au Bengale-Occidental, dans le cadre des processus ATPC, tous les membres des sept communautés se sont réunis et ont souscrit et signé une promesse publique les engageant à mettre un terme à la DAL. La grande majorité se rappelait ces promesses deux ans et demi plus tard (Sujoy Chaudhury com. perso.), vif contraste avec l'expérience fréquemment rencontrée selon laquelle tout le monde ne peut pas assister au déclenchement et ils ne sont pas nombreux à se souvenir de l'événement par la suite.

Le statut FDAL est généralement considéré comme étant plus durable dans les communautés homogènes ou les communautés distinctes musulmanes ou hindoues (Geruso et Spears 2014). Il y a encore beaucoup à apprendre, surtout dans les communautés hétérogènes et socialement divisées, concernant les approches, les complexités et les subtilités associées à la transformation des normes sociales et au maintien de ces changements.

La promotion par les pouvoirs publics, la cohésion et la cohérence des programmes sont aussi des facteurs d'influence importants concernant les normes sociales. En certains points du Madhya Pradesh en Inde, le discours du gouvernement qui promeut la propreté et l'assainissement a encouragé les communautés dans leur changement de comportement, renforcé les améliorations de l'assainissement dans les écoles et les anganwadis (crèches pour jeunes enfants). Cela a évité le décalage fréquemment observé entre une forte incitation des ménages à construire leurs propres toilettes alors que le gouvernement n'en construit pas dans ses propres bâtiments publics (Andrés Hueso, com. perso.).

Motivations : Parmi les facteurs motivants pour l'adoption de latrine et le maintien d'un comportement FDAL, on peut citer des pressions sociales



Marche d'exploration (transect) : un garçon se couvre la bouche de dégoût, village de Gejeji, district de Dembel, région de Somali en Éthiopie. Photo : Ahmed Abib.

positives comme le prestige et les bénéfices perçus – commodité, intimité, dignité, gain de temps du fait de ne plus aller déféquer en plein air, sécurité, bienfaits pour la santé, mécontentement avec les dispositions actuelles, stigmatisation et discrimination lorsque la DAL est vue d'un mauvais œil. Le dégoût est aussi un facteur motivant (Curtis 2013). Ces facteurs dépendent des caractéristiques géographiques et religieuses et ils évoluent avec le temps (Allan 2003 ; O'Connell 2014). L'étude du WSP au Bangladesh (Hanchett et al 2011) a montré que la persuasion, les

normes sociales, l'éducation publique et le suivi communautaire ont été des moyens plus efficaces de motiver les communautés à conserver leur pratique FDAL que les menaces, la coercition, la peur ou la force. L'étude de Plan (Tyndale-Biscoe et al 2013) a révélé que les facteurs motivants les plus fréquents étaient la santé, la honte/la fierté/le dégoût ; l'intimité/la sécurité et la commodité/le confort. Le mariage en Asie du Sud est étroitement lié aux normes et au statut familial et il peut constituer un facteur motivant pour l'adoption d'un comportement FDAL : certains rapports font état de ménages qui installent une latrine pour les aider à trouver un bon parti pour leur enfant (voir p. ex. Hanchett et al 2011).

Un examen par le WSP (O'Connell 2014) a identifié plusieurs facteurs motivants, y compris l'accès et la disponibilité de latrines en état de marche, des produits et services d'assainissement ; les attributs associés (p. ex. l'impression de propreté et de durabilité) ; les normes sociales ; la notion de caractère abordable d'une latrine ; l'aptitude des gens à construire et à entretenir eux-mêmes leur latrine ; et les priorités concurrentes exercées par d'autres dépenses du ménage. Des facteurs affectifs, sociaux et physiques ont aussi été identifiés, y compris : la honte et l'embarras associés à la DAL ; l'impression de statut social amélioré, l'intimité et la commodité associées à la possession et l'utilisation d'une latrine ; et les conditions matérielles et géographiques contextuelles (p. ex. l'accès à l'eau et le profil topologique), des facteurs saisonniers et l'époque de l'année.

Leaders naturels : Il y a déjà longtemps que l'on connaît l'importance que revêtent les Leaders naturels dans l'élargissement et la durabilité de l'ATPC, ainsi que la bonne volonté, l'engagement et un soutien passionné de la part des dirigeants locaux. On rapporte le succès du maintien du statut FDAL là où les Leaders naturels, les chefs et autres personnalités locales respectées réalisent des visites à domicile et assurent un suivi porte à porte pour encourager les gens à entretenir et améliorer leurs nouveaux comportements, les conditions et les installations. Il a aussi été suggéré que des personnalités influentes clés devraient être identifiées dès le stade préalable au déclenchement puis

incluses dans le processus ATPC (Maule 2013). Le rôle important joué par les enfants et les enseignants a aussi été admis dès les débuts de l'ATPC (voir p. ex. *le manuel de l'ATPC* pp. 50-53), et leur rôle dans le suivi et la surveillance de la DAL est aussi bien connu. Les enfants peuvent devenir des Leaders naturels.

On voit désormais apparaître quelques organisations de Leaders naturels. Une étude évaluant le potentiel de deux de ces organisations en Inde vient d'être publiée (Rao 2015). À Oromia en Éthiopie, les Leaders naturels ont monté une association dont la structure est semblable à celle d'une société, agissant comme personne morale avec ses propres statuts. Plan l'a soutenue par le biais d'une formation pour acquérir des compétences commerciales afin que l'association soit rentable et durable. L'association se concentre sur la durabilité du statut FDAL et aide les communautés à progresser le long de l'échelle d'assainissement, par exemple en produisant des dalles et autres matériaux d'hygiène et d'assainissement qu'elle vend aux membres de la communauté. L'association collecte également les déchets solides de la ville rurale voisine, se charge de composter ce qui est dégradable et de brûler les déchets non dégradables (Jalloh et al 2013).

Toilettes partagées ou toilettes communautaires : Les toilettes partagées peuvent pénaliser la durabilité du statut FDAL pour les raisons suivantes :

- Propreté, lorsque des tiers souillent les toilettes.
- Qui est responsable de garder les toilettes propres.
- Attendre et faire la queue et ainsi revenir à la pratique de la DAL pour des raisons de commodité personnelle et/ou pour réduire le temps d'attente pour les autres (p. ex. les enfants qui se préparent pour se rendre à l'école).
- Remplissage rapide et quoi faire quand la fosse devient pleine.
- Vidage de la fosse – qui peut le faire, qui l'organise et qui paie.
- Creuser une nouvelle fosse lorsque la première est pleine.
- Qui entretient ou modernise l'installation et comment sont partagés les coûts et la main-d'œuvre.
- Danger et violence, notamment dans un contexte urbain, lorsque le manque de toilettes privées et l'utilisation de latrines partagées, notamment la nuit, exposent les femmes à des risques d'agression (voir House et al 2014, et le prochain numéro d'*Aux Frontières de l'ATPC*).

Certaines personnes préfèrent la défécation à l'air libre : Bien qu'elle ne soit pas liée à l'ATPC, une enquête sur la qualité, l'utilisation, l'accès et les tendances en matière d'assainissement (SQUAT) dans les milieux ruraux du nord de l'Inde, est révélatrice : elle a montré que 40 pour cent des répondants préféraient la DAL, même si leur ménage disposait d'une toilette en état de marche et que l'usage de toilettes, le lavage des mains et autres pratiques d'hygiène variaient beaucoup même au sein des ménages (Coffey et al 2014; SQUAT 2014). L'étude de Plan (Tyndale-Biscoe et al 2013) a aussi révélé

que, même dans les ménages qui entretiennent leurs toilettes, il se peut que certains membres du ménage pratiquent encore la DAL. On retrouve les mêmes conclusions dans des rapports anecdotiques sur l'ATPC : certaines personnes préfèrent la DAL, notamment si elles ont vécu une expérience antérieure désagréable lorsqu'elles ont utilisé une latrine.

Les recherches et l'expérience ont montré qu'il y a de nombreuses raisons qui font que les gens ayant des toilettes préfèrent tout de même la DAL, y compris :

- Les toilettes leur ont été fournies, ce n'est pas quelque chose qu'ils ont choisi.
- Elles peuvent servir à autre chose – au stockage du fourrage, du bois de feu, etc.
- Pour que la fosse des toilettes ne se remplisse pas trop vite, elles sont réservées à certains membres de la famille, aux invités ou elles sont uniquement utilisées la nuit et/ou quand il pleut.
- Pour permettre à d'autres usagers de les utiliser, par exemple, aux enfants lorsqu'ils se préparent pour aller à l'école.
- Les toilettes sont sales et/ou nauséabondes.
- La DAL est considérée plus saine et plus agréable en plein air.
- La DAL est une affaire de routine et une habitude/une norme sociale de longue date.
- Crainte de voir la fosse s'effondrer ou les toilettes sont jugées dangereuses pour les enfants.
- La superstructure ne confère pas suffisamment d'intimité.
- Tabous sociaux (p. ex. un beau-père et sa belle-fille ne devraient pas utiliser les mêmes toilettes).
- Pas de toilettes disponibles loin du domicile, par exemple lorsqu'on travaille aux champs.

Équité et inclusion : La durabilité sociale comporte une importante dimension en termes d'équité et d'inclusion. Beaucoup de personnes ont des besoins particuliers en termes d'accès à l'assainissement, par exemple les handicapés, les personnes âgées, les malades chroniques, les membres à revenu modeste de la communauté et les enfants.



Illustration par Regina Faul-Doyle.

La nature variée de leurs besoins et la façon dont ils peuvent être satisfaits doivent être intégrées dans le processus ATPC afin de pouvoir atteindre une situation durable pour l'ensemble de la communauté (pour en savoir plus, voir *Aux Frontières de l'ATPC* No. 3). L'intégration de ces dimensions d'équité et d'inclusion doit démarrer dès la formation des facilitateurs et elle doit se poursuivre et faire l'objet d'un suivi bien au-delà de l'obtention du statut FDAL.

Les sanctions contre ceux qui continuent de pratiquer la défécation à l'air libre jouent un rôle important dans la durabilité sociale. La stigmatisation est très dissuasive. Des questions de justice et de droits peuvent être soulevées (p. ex. Stangl et Trasi 2011). Les avis diffèrent concernant jusqu'où devraient aller les sanctions et à quel moment les introduire. Elles relèvent de deux catégories : celles qui sont décidées et appliquées par les communautés et les comités communautaires WASH et celles imposées d'un point de vue juridique ou administratif. Parmi les sanctions appliquées au sein des communautés, on peut citer le fait de monter la garde avant l'aube pour intercepter et dissuader les pratiquants de la défécation à l'air libre au moyen d'une demande ferme et polie, par des chansons ou par des coups de sifflet ; et de décider des amendes à fixer par la communauté (mais il semble que celles-ci soient rarement imposées). Les écoles et les élèves jouent souvent un rôle important. Les actions juridiques et administratives font habituellement partie de campagnes générales dont l'ATPC peut ou non faire partie : refuser d'octroyer un permis à ceux qui sont sans toilettes, suspendre ou retarder le versement d'indemnités ou menacer de le faire ; voire, dans quelques cas rares, prendre ou menacer de prendre des photographies ou des vidéos. Certaines de ces sanctions peuvent être valables alors que d'autres sont douteuses. Un prochain numéro d'*Aux Frontières de l'ATPC* explorera l'ATPC et les droits de l'homme.

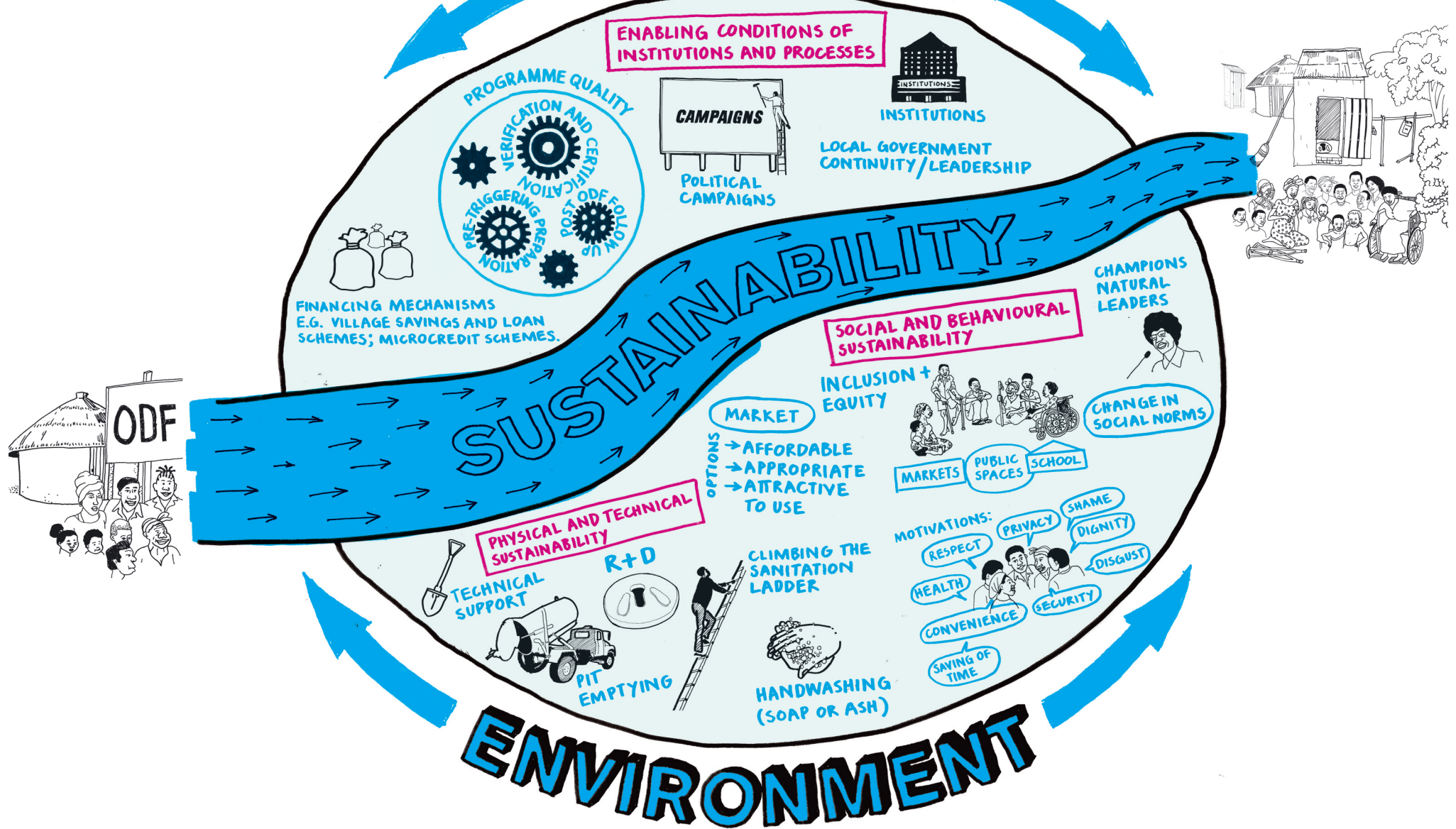
Les signes attestant que l'utilisation de toilettes et la durabilité sont liées à l'âge, au genre, aux moyens d'existence, au niveau d'éducation, à la situation de famille, à la présence d'enfants, et au lieu de résidence (milieu urbain ou rural), sont ambigus, même si les ménages dirigés par des femmes ont plus de chances d'utiliser des toilettes (Hanchett et al 2011). L'aisance financière est généralement le facteur le plus important pour déterminer l'adoption d'une toilette améliorée, même si les ménages ATPC plus pauvres peuvent creuser de simples fosses alors que certains ménages plus riches retardent les choses car ils aspirent à un modèle de toilettes plus sophistiqué ou parce qu'ils se sentent moins à la merci des pressions sociales.

Les pratiques d'assainissement et d'hygiène peuvent varier au sein même d'un ménage et changer au fil du cycle de vie, ainsi :

- Les hommes ne souhaiteront peut-être pas partager des toilettes avec leur épouse/compagne ou leur fille lorsqu'elle a ses règles – de crainte d'être en contact avec des fluides impurs – et ils se remettent à pratiquer la DAL à cette période ou bien ils interdisent à la femme d'utiliser les toilettes.
- L'élimination des fèces d'enfants et de nourrissons incombent aux adultes. Cela dépend des soins que les aidants choisissent de fournir ou des habitudes qu'ils souhaitent encourager et du degré de réalisation par les aidants du risque de contamination dû aux excréments des nourrissons. Si les enfants ne veulent pas utiliser les toilettes pour une raison quelconque, cela peut influencer la volonté de l'aidant d'insister pour que l'enfant les utilise (Hueso 2014).

Les changements de comportement et le raisonnement requis pour accepter et adopter indéfectiblement la FDAL et des pratiques hygiéniques en tant que normes sociales sont rarement soudains et universels. Ils prennent généralement du temps et demandent de la patience et de la détermination.

ENABLING



Frontières futures de la recherche-action

D'autres études ont produit des programmes de recherche-action (p. ex. Perez et al 2012). En s'appuyant sur ces derniers, et sur la base des données factuelles passées en revue ici, cinq domaines cruciaux ressortent clairement pour une recherche-action en matière de durabilité au-delà de l'obtention du statut FDAL. Chacun mérite d'y consacrer un numéro de *Frontières* à part entière et bien des choses restent encore à apprendre sur la manière de toujours mieux faire.

1. Quand et comment introduire le marketing de l'assainissement

Avant l'obtention du statut FDAL, il peut y avoir des compromis entre une construction rapide (bien souvent, une simple fosse) et une progression plus lente avec une technologie plus durable (comme des bagues de cuvelage pour les fosses). Une fois le statut FDAL obtenu, on attend des ménages qu'ils grimpent l'« échelle d'assainissement », en investissant dans des niveaux supérieurs de technologie pour obtenir plus de confort, plus de commodité et une durabilité plus grande. L'expérience montre qu'il n'y a aucune certitude que c'est bien ce qui va se passer. Le marketing de l'assainissement est jugé par certains comme un moyen d'engendrer la demande en produits et services d'assainissement.



Des promoteurs fabriquent une dalle de latrine, dans le village de Chikompulazi, Mzuzu, Malawi. Photo : WaterAid/ Layton Thompson.

Toutefois, une technologie et des structures coûteuses et prestigieuses peuvent se révéler prématurées, imposant des normes qui empêchent l'entraide et écartent les plus pauvres, ceux qui ont la charge de morbidité la plus élevée et qui seront aussi les plus tentés de revenir à la pratique de la DAL. Une mise en œuvre inefficace des programmes de marketing de l'assainissement peut retarder la réalisation des toilettes par les ménages. D'un autre côté, le manque de promotion et d'approvisionnement en matériaux appropriés peut perpétuer des structures instables et insalubres et frustrer les efforts de ceux qui souhaitent moderniser leurs installations. Le défi dans chaque situation est de savoir quelles technologies et quels matériaux devraient être disponibles, à quel stade optimiser et promouvoir l'entraide, l'appropriation et la durabilité. Par ailleurs, il est impératif de savoir comment utiliser des conseils techniques pour aider les ménages pauvres à moderniser et améliorer leurs toilettes moyennant un coût minimum.

On peut faire beaucoup de choses pour les ménages pauvres sans avoir besoin d'interventions du secteur privé, par exemple l'exécution d'interventions

communautaires qui identifient les risques en termes de durabilité et d'hygiène des toilettes existantes et fournissent des informations sur les options à bas coûts pour remédier à ces faiblesses, prolongeant ainsi la durée de vie des toilettes et les rendant plus hygiéniques.

Parmi les éléments de solutions possibles, on peut citer :

- Des recherches formatives pour découvrir ce que veulent les gens, y compris un modèle axé sur l'humain – en travaillant avec les communautés pour concevoir les produits qu'elles veulent et auxquels elles aspirent mais à un niveau de prix qu'elles puissent se permettre.
- L'identification de technologies et de matériaux appropriés.
- La fourniture d'un accès à des services de microfinancement.
- L'encouragement des entrepreneurs locaux à reconnaître, développer et alimenter le marché potentiel.
- Les sanimarts, ou centres de démonstration de l'assainissement, des pouvoirs publics ou des ONG afin de promouvoir des options de toilettes dans les conditions qui posent problème, telles que des nappes phréatiques élevées, des sols instables ou des zones urbaines ou villageoises saturées avec des contraintes de place. Ce genre de sanimarts et de centres affichent toutefois des résultats décevants.

L'introduction d'un approvisionnement approprié par le biais du marché pour satisfaire la demande engendrée par l'ATPC soulève de nombreux défis. Malgré l'importance que revêtent des toilettes et un approvisionnement de marché durables, nous avons besoin d'en savoir plus sur la manière et le moment optimum pour introduire un programme de marketing de l'assainissement. Une approche au cas par cas sera sans doute préférable. L'étude de WaterAid au Nigéria (Robinson 2009) recommande l'introduction d'une seconde intervention un an après l'intervention ATPC initiale pour passer en revue les progrès en matière d'assainissement et se servir de l'approche du marketing de l'assainissement pour moderniser les installations.

La collecte et l'analyse d'expériences et des programmes de recherche-action sont requis pour aider les agences à apprendre comment :

- Identifier et, au besoin, faciliter le développement de technologies appropriées durables et abordables.
- Trouver le compromis optimal entre la rapidité d'obtention du statut FDAL et le niveau, la durabilité et le coût de la technologie.
- Optimiser l'intégration progressive du marketing de l'assainissement aux processus ATPC.
- Encourager et aider les entrepreneurs à approvisionner efficacement le marché de l'assainissement.
- Évaluer l'efficacité du marketing de l'assainissement et voir s'il parvient à toucher les ménages plus pauvres, vulnérables et défavorisés (car ce sont rarement eux qui achètent les biens et services commercialisés – ce sont plutôt les groupes à revenu intermédiaire au sein des communautés rurales).

2. Mobilisation post-FDAL des pouvoirs publics, des ONG, des bailleurs de fonds et autres



Vérification en Zambie. Photo : Petra Bongartz.

La durabilité à l'issue de l'obtention du statut FDAL devrait être planifiée dès le départ. Le plus souvent, les agences de mise en œuvre et leurs bailleurs de fonds n'ont pas de stratégie pour apporter des améliorations continues à l'issue de l'obtention du statut FDAL ou pour contrer la régression. Une telle stratégie nécessite que la planification en amont des pouvoirs publics, des ONG et des organismes de financement comprenne un suivi et des actions de programme ainsi que des allocations budgétaires et des mesures de reddition de comptes pour des résultats pérennes.

Il n'y a guère de documentation sur le suivi ou la formation d'individus ou d'ONG à l'issue de l'obtention du statut FDAL pour réaliser une vérification indépendante et donc

accroître l'équipe de certificateurs. À titre d'exceptions, on peut citer des lignes directrices pour un suivi postérieur au déclenchement au Malawi (EWB 2010) et le *Community Follow-Up Workshop Facilitation Guide: For Orientation of Community Leaders [Guide sur la facilitation d'un atelier communautaire de suivi : Pour une orientation des leaders de la communauté]* (InterAide et EWB 2012). Comme c'est le cas avec d'autres activités ATPC, l'action et les responsabilités des pouvoirs publics seront presque partout la clé. Lorsque des ONG sont impliquées, cela exige une collaboration plus étroite avec les autorités en amont de l'intervention.

Un suivi efficace, un appui technique et une mobilisation sur une période de temps prolongée à l'issue du déclenchement nécessitent une meilleure appréciation des points suivants :

- Quelles activités seront les plus efficaces et sur combien de temps ?
- Quelles organisations – surtout des ministères publics mais aussi des ONG – devraient être chargées de la réalisation des activités et de l'établissement des modalités institutionnelles appropriées ?
- Comment fournir suffisamment d'incitations et de temps du personnel (souvent tiraillé entre maintes activités concurrentes).
- Les niveaux et la durée du financement de ces activités.
- Comment garantir un environnement porteur institutionnel soutenu et une priorité assidue en faveur des activités post-FDAL.

3. Comment garantir l'équité et l'inclusion

Les conditions FDAL nécessitent que toute une communauté puisse avoir accès à l'assainissement et adopter des pratiques d'hygiène. Pour certains, c'est là une démarche très difficile, voire impossible, sans aide. Les plus défavorisés peuvent être indigents ou très pauvres, sans proches parents pour les aider, physiquement très faibles ou malades chroniques, ou des personnes qui vivent avec le VIH/sida, des veuves, des personnes âgées ou d'autres personnes souffrant d'un handicap physique ou mental (voir *Aux Frontières de l'ATPC* No 3). D'autres groupes auxquels il faut penser sont les travailleurs migrants et les sans-abris. Dans tous ces cas, un comportement d'hygiène cohérent présente une difficulté (Hanchett et al 2011 ; UNICEF 2014). Dans l'ATPC, le déclenchement et le suivi sont censés encourager la solidarité dans l'intérêt général, ceux ayant plus de moyens prêtant main-forte aux personnes dans le besoin. Nombre de cas sont effectivement signalés dans ce sens mais cela pourrait bien ne pas être suffisant. Il faut un suivi désagréé, systématique et à grande échelle pour vérifier les résultats au sein des plus défavorisés de façon à ce que les décideurs (et les bailleurs de fonds) puissent prendre les mesures qui s'imposent.

Une solution pourrait être une approche de l'ATPC plus gourmande en ressources afin de s'attaquer aux inégalités et de garantir des résultats plus équitables, mais cela risquerait de fragiliser l'entraide ATPC. La question demeure : quelles approches peuvent engendrer un changement permanent pour les plus défavorisés ? Il faut en savoir plus sur :

- Ce qui peut être fait par les membres de la communauté eux-mêmes, individuellement ou collectivement, par qui et pour qui, et ce qui devrait provenir d'un soutien extérieur.
- Comment de telles actions peuvent être progressivement introduites et facilitées.
- En quoi la flexibilité de contenu, d'échelle et d'intensité de l'ATPC peut cadrer avec les besoins précis des gens.
- Comment assurer la durabilité d'un tel soutien.
- Devrait-il y avoir des subventions ciblées pour les plus pauvres, auquel cas comment pourrait-on procéder ?

4. Comment transformer les normes sociales

Les normes sociales sont essentielles pour la durabilité. Un niveau élevé de capital social et/ou des sanctions virulentes peuvent accroître la volonté d'investir collectivement pour créer une communauté FDAL. Les nouvelles normes sociales ont plus de chances d'être observées lorsque les pratiques d'hygiène et d'assainissement peuvent être facilement intégrées dans les routines quotidiennes, lorsque la majorité des gens sont convaincus du besoin d'hygiène et d'assainissement, et lorsque les amis et voisins ont vécu des

expériences positives et ont une bonne opinion de l'assainissement. Les réseaux sociaux peuvent aussi renforcer l'idée que d'autres suivront les nouvelles normes sociales en matière de comportement d'hygiène et d'assainissement. Des efforts dédiés sont aussi requis pour cibler les groupes clés et les personnes d'influence au moment de fixer et de transformer les normes sociales. Au Bangladesh et ailleurs, il se peut que d'importantes évolutions dans le statut des femmes et leur émancipation, ainsi que l'influence de grands groupements de femmes aient été un facteur de durabilité. Une influence considérable est aussi la cohésion et la cohérence des pratiques du gouvernement et des institutions, par exemple avec l'installation de toilettes dans les bureaux et les écoles.

Il y a encore maintes choses à explorer concernant les normes sociales et leur transformation durable. Parmi les questions figurent :

- Quelles sont les normes sociales créées ? Comment varient-elles par contexte, communauté et culture ?
- Est-il utile d'identifier et de travailler avec des personnes d'influence clés avant même de procéder au déclenchement ?
- Quels sont les déclencheurs, les pressions, les sanctions et autres influences qui débouchent sur des changements de comportement et les nourrissent ?
- Qu'est-ce qui entrave le changement des normes et de comportement ou qu'est-ce qui peut entraîner une régression – étourderie, paresse, habitude, commodité (p. ex. le fait de vivre près d'un plan d'eau), le besoin de se soulager aussi rapidement que possible, défécation particulièrement désagréable dans un endroit confiné, etc.).
- Quelles sont les dynamiques sociales – ainsi que les dynamiques intra-communautaires et propres au ménage – qui contribuent au maintien de la FDAL ou au contraire à un retour à la DAL ?
- L'impact que les considérations masculines concernant le contact avec les saignements menstruels exerce sur le comportement FDAL.

5. Suivi, apprentissage et changement

Il est supposé (et même affirmé) qu'un suivi plus rigoureux est indissociable de la durabilité du statut FDAL. C'est peut-être vrai mais jusqu'à un certain point seulement (Thomas et Bevan 2013). Pour des raisons notamment de couverture, les pouvoirs publics assument l'essentiel de la responsabilité du suivi. Le suivi participatif a été utilisé pour faire en sorte que les membres de la communauté soient conscients de ce qui fait l'objet d'un suivi et d'une notification et puissent ainsi garantir l'exactitude des données ainsi que le succès continu des programmes après l'obtention du statut FDAL. Les ONG peuvent aussi être impliquées et il peut y avoir des alliances entre pouvoirs publics, ONG et communautés comme on l'a vu en Java oriental.

Le suivi peut identifier les régressions mais il a peu de chances de pouvoir donner une idée des raisons à l'origine de ce retour en arrière. Il peut donner des alertes précoces et soulever des questions mais, pour y répondre et améliorer la durabilité institutionnelle, physique et sociale, cela nécessitera souvent des recherches pour permettre un apprentissage approfondi avant de passer à un changement correctif.

Le suivi peut contribuer à la durabilité du statut FDAL. Diverses questions concernent sa façon de fonctionner et comment il peut être efficace, par exemple :

- Qui réalise le suivi, qui apprend et qui change en conséquence ?
- La durée et l'intensité optimale du suivi.
- Comment associer le suivi à un cadre plus large pour améliorer l'hygiène et l'assainissement, avec des cibles qui vont au-delà de l'obtention du statut FDAL (ce qui encourage alors la continuité et le suivi vers des vérifications de plus haut niveau).
- Les outils de suivi les plus appropriés.
- Comment surveiller des questions essentielles mais délicates telles que les personnes qui reviennent à la pratique de la DAL, ou encore le marketing de l'assainissement.
- Comment utiliser les données de suivi pour améliorer la mise en œuvre.
- L'efficacité et la rentabilité du suivi pour l'action et le retour d'information.
- Le potentiel de la communauté et des groupes de soutien des pairs pour assurer le suivi et promouvoir un entretien, un perfectionnement et une utilisation des toilettes à long terme.

Un dernier mot

Il nous reste bien des choses à apprendre. Les défis que soulève la durabilité sont multiples et complexes. Les habitudes sont difficiles à rompre et la durabilité d'un changement de comportement restera une source de préoccupation majeure. Les communautés ATPC et WASH doivent continuer à mettre en commun leur apprentissage et leurs expériences et tirer des conclusions concrètes qui débouchent sur de meilleures pratiques. L'apprentissage par l'action est une façon d'aller de l'avant. Il est essentiel de toujours ancrer les approches dans la réalité du terrain, de garder une ouverture d'esprit, un respect mutuel et un sens du partage. Le plein accès aux quatre évaluations citées dans les premières pages de ce numéro de *Frontières* donnent un bon modèle à suivre. À l'avenir, nous avons besoin de toujours plus d'informations, ciblées et actuelles, sur ce qui se passe réellement sur le terrain. Les praticiens du secteur peuvent partager davantage leur expérience lors de réunions et de conférences et peuvent se mobiliser pour aider les autres à apprendre, de façon à ce qu'ensemble, nous puissions tous mieux faire. En conclusion, personne n'aura le dernier mot en matière de durabilité ; il s'agit purement d'une affaire d'apprentissage continu et d'évolution perpétuelle.

Références et lectures complémentaires

- Allan, S.C. (2003) *The WaterAid Bangladesh / VERC 100% Sanitation Approach: Cost, Motivation and Sustainability, rapport dans le cadre du Master en santé publique pour les pays en développement*, Londres : London School of Hygiene and Tropical Medicine (LSHTM), www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/CLTS_Allan.pdf
- Bevan, J. (2011) *A Review of the UNICEF Roll-Out of the CLTS Approach in West and Central Africa*, 35^e conférence internationale du WEDC, Loughborough, Royaume-Uni, <http://wedc.lboro.ac.uk/resources/conference/35/Bevan-J-1247.pdf>, consulté le 24 octobre 2014
- Beyene, H. et Deressa, W. (2015) *Sustainability Challenges and Effect of Community Led Total Sanitation Interventions on Diarrheal Diseases and other Hygienic Behaviours in Southern Ethiopia*
- Black, M. (2013) 'Scaling-up and sustainability, the elusive double quest: Villages assainis in DR Congo', *Waterlines* 32.2
- Boot, N. (2014) *Sanitation Marketing in Kenema, Sierra Leone: Challenges to Scale-Up and Opportunities for Success*, 37^e conférence internationale du WEDC, Hanoi, Viet Nam
- Chambers, R. (2013) *CLTS Campaigns: A Checklist of 88 Practical Actions*, www.communityledtotalsanitation.org/resource/clts-campaigns-checklist-88-practical-actions, consulté le 24 octobre 2014
- CLTS Knowledge Hub (eds) (2011) *Notes Lukenya : Faire passer l'ATPC à l'échelle avec qualité*, Brighton : IDS, http://www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/Lukenya_Notes_francais.pdf, consulté le 31 octobre 2014
- CLTS Knowledge Hub (eds) (2012) *The Lilongwe Briefings: CLTS Monitoring, Verification, Learning and Information Management*, Brighton : IDS, www.communityledtotalsanitation.org/resource/lilongwe-briefings-outputs-international-workshop-lilongwe, consulté le 31 octobre 2014
- Coffey, D., Gupta, A., Hathi, P., Khurana, N., Spears, D., Srivastav, N. et Vyas, S. (2014) *Revealed Preference for Open Defecation: Evidence From a New Survey in Rural North India*, SQUAT Working Paper 1, Rice Institute, http://riceinstitute.org/wordpress/wp-content/uploads/downloads/2014/09/SQUAT-paper-for-mailing-and-website_062414.pdf
- Curtis, V. (2013) *Don't Look, Don't Touch, Don't Eat: The Science Behind Revulsion*, Chicago et Londres : University of Chicago Press
- EAWAG, Gensch, R., Sacher, N. (2015) *Arborloo*, dans K, Conradin, M. Kropac, et D. Spuhler (eds) *The SSWM Toolbox*. Bâle : Seecon International gmbh, www.sswm.info/print/661?tid=838
- EWB (2010) *CLTS Follow-Up Guidelines*, www.communityledtotalsanitation.org/resource/clts-follow-guidelines, consulté le 24 octobre 2014
- Geruso, M. et Spears, D. (2014) *Sanitation and Health Externalities: Resolving the Muslim Mortality Paradox*, <https://laits.utexas.edu/~mlg2296/images/MuslimSanitation.pdf>, consulté le 31 octobre 2014
- Hanchett, S., Krieger, L., Kahn, M.H., Kullmann, C. et Ahmed, R. (2011) *Long-Term Sustainability of Improved Sanitation in Rural Bangladesh*, Washington, DC : Banque mondiale, <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/17347>, consulté le 31 octobre 2014
- Harvey, P. (2011) 'Community-led Total Sanitation, Zambia: Stick, Carrot or Balloon?', *Waterlines* 30.2: 95-105
- House, S., Ferron, S., Sommer, M. et Cavill, S. (2014) *Violence, Gender and WASH: A Practitioners Toolkit*, <http://violence-wash.lboro.ac.uk/>
- Hueso, A. (2013) *Pathways to Sustainability in Community-led Total Sanitation. Experiences from Madhya Pradesh and Himachal Pradesh*, València : Universitat Politècnica de València
- Hueso, A. (2014) 'What to do with infant poo? The blind spot of the blind spot' blog du site web sur l'ATPC, www.communityledtotalsanitation.org/blog/what-do-infant-poo-blind-spot-blind-spot, consulté le 31 octobre 2014
- InterAide et Ingénieurs sans Frontières Canada (EWB) (2012) *Community Follow-Up Workshop Facilitation Guide: For Orientation of Community Leaders*, www.communityledtotalsanitation.org/resource/community-follow-workshop-facilitation-guide-orientation-community-leaders
- Jalloh, A.D, Kamara, A.S. et Beyene, A. (2013) *Natural Leaders Networks*, document d'une page www.communityledtotalsanitation.org/resource/natural-leaders-networks, consulté le 7 janvier 2015
- Maule, L. (2013) *Using Social Norms Theory to Strengthen UNICEF's CATS Programmes*, New York : UNICEF
- Maulit, J.A. et Kang, M. (2011) *Effects of Program and Institutional Design on District Level CLTS Management in Malawi*, Briefing Paper 1244, 35^e conférence internationale du WEDC, Loughborough, Royaume-Uni, <http://wedc.lboro.ac.uk/resources/conference/35/Maulit-J-A-1244.pdf>
- Movik, S. et Mehta, L. (2010) *The Dynamics and Sustainability of Community-led Total Sanitation (CLTS): Mapping Challenges and Pathways*, STEPS Working Paper 37, Brighton : STEPS Centre
- Mukherjee, N. avec Robiarto, A., Effentrif, S. et Wartono, D. (2012) *Achieving and Sustaining Open Defecation Free Communities: Learning from East Java*, Washington DC : Programme Eau et Assainissement (WSP), www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/WSP_Indonesia_Action_Research_Report.pdf
- Noor, T.R. et Ashrafee, S. (2004) *Bangladesh. An End to Open Defecation: Process, Cost, Motivation and Sustainability: People-Centred Approaches to Water and Environmental Sanitation*, 30^e conférence internationale du WEDC, Vientiane, RDP lao
- O'Connell, K. (2014) *What Influences Open Defecation and Latrine Ownership in Rural Households?: Findings from a Global Review*, Document de travail du Programme Eau et Assainissement, Washington DC : Banque mondiale, www.wsp.org/sites/wsp.org/files/publications/WSP-What-Influences-Open-Defecation-Global-Sanitation-Review.pdf, consulté le 31 octobre 2014
- Pendly, C. et Obiols, A.L. (2013) *Learning from Innovation: One Million Initiative in Mozambique, Community-led Total Sanitation Case Study*, La Haye : IRC Centre international de l'eau et de l'assainissement
- Perez, E. et al (2012) *What Does It Take to Scale Up Rural Sanitation?*, Document de travail du Programme Eau et Assainissement, Washington DC : Banque mondiale, www.wsp.org/sites/wsp.org/files/publications/WSP-What-does-it-take-to-scale-up-rural-sanitation.pdf, consulté le 31 octobre 2014
- Quattri, M et Smets, S. (2014) *Lack of Community-Level Improved Sanitation Causes Stunting in Rural Villages of Lao PDR and Vietnam*, document présenté à la 37^e conférence internationale du WEDC, Hanoi, Viet Nam
- Rao, V. (2015) *A Study of Two Natural Leaders' Organisations in India*, www.communityledtotalsanitation.org/resource/study-natural-leaders-networks-chhattisgarh-and-madhya-pradesh, consulté le 1^{er} février 2015

- Robinson, A. (2009) *Sustainability and Equity Aspects of Total Sanitation Programmes: A Study of Recent WaterAid-Supported Programmes in Nigeria*, Londres : WaterAid, www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/Nigeria_CLTS_synthesis_report.pdf
- Spears, D. (2014) *The Nutritional Value of Toilets: Sanitation and International Variation in Height*, première diffusion en 2012
- Stangl, A. et Trasi, R. (2011) *Triggering Behaviour Change with Shame and Disgust. A Review of Current Public Health Practice and Implementations for Community Led Total Sanitation*, Centre international pour la recherche sur les femmes (document de travail pour la Fondation Bill & Melinda Gates).
- SQUAT (2014) *Ending Open Defecation Requires Changing Minds*, SQUAT Research Brief 1, www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/media/Squat_brief_no1.pdf
- Syukroni, N. (2015) *Triggering Five Pillars STBM: CLTS Implementation Learning in Tiwera Village, Ende District – Indonesia*, www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/media/Triggering_five_pillars_STBM_Indonesia.pdf
- Thomas, A. et Bevan, J. (2013) *Developing and Monitoring Protocol for the Elimination of Open Defecation in sub-Saharan Africa*, UNICEF, www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/Thomas_and_Bevan_Elimination_of_open_defecation_SSA.pdf
- Tyndale-Biscoe, P., Bond, M. et Kidd, R. (2013) *Étude sur la durabilité du statut FDAL*, FH Designs et Plan International, www.communityledtotalsanitation.org/resource/odf-sustainability-study-plan, consulté le 24 octobre 2014
- UNICEF (2014) *Evaluation of the WASH Sector Strategy “Community Approaches to Total Sanitation” (CATS)*, UNICEF, www.unicef.org/evaluation/files/Evaluation_of_the_WASH_Sector_Strategy_FINAL_VERSION_March_2014.pdf, consulté le 31 octobre 2014
- Venkataramanan, V. (2012) *Testing CLTS Approaches for Scalability Systematic Literature Review*, Chapel Hill NC et Washington DC : University of North Carolina et Plan International USA
- WaterAid (2009) *Sustainability and Equity Aspects of Total Sanitation Programmes: A Study of Recent Wateraid-Supported Programmes in Three Countries, Global Synthesis Report*, Londres : WaterAid www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/clts_synthesis_report.pdf
- Whaley L. et Webster, J. (2011) 'The Effectiveness and Sustainability of Two Demand-Driven Sanitation and Hygiene Approaches in Zimbabwe', *Journal of Water, Sanitation and Hygiene for Development* 1.1: 20-36
- Wilbur, J. et Jones, H. (2014) « Handicap : Rendre l'ATPC véritablement accessible à tous », *Aux Frontières de l'ATPC : Innovations et Impressions* Numéro 3, Brighton : IDS, www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/media/Frontieres_3_Handicap_Rendre_%20ATPC_veritablement_accessible_a_tous.pdf
- WSP (2011) *Factors Associated with Achieving and Sustaining Open Defecation Free Communities: Learning from East Java*, Washington DC : Programme Eau et Assainissement (WSP), www.wsp.org/sites/wsp.org/files/publications/WSP-Factors-Achieving-ODF-East-Java.pdf
- WSP (2014a) *Investing in the Next Generation: Children Grow Taller, and Smarter, in Rural Villages of Lao PDR where all Community Members use Improved Sanitation*, WSP Research Brief
- WSP (2014b) *Investing in the Next Generation: Children Grow Taller, and Smarter, in Rural, Mountainous Villages of Vietnam where Community Members use Improved Sanitation*, WSP Research Brief

À propos de la série

Il s'agit d'une série qui propose quelques notes succinctes présentant des conseils pratiques sur des approches et des méthodes nouvelles et une réflexion sur des questions plus larges. Nous nous réjouissons de recevoir vos commentaires, remarques et suggestions. Veuillez nous contacter sur clts@ids.ac.uk

Autres ressources clés sur l'ATPC

Ces ressources, comme beaucoup d'autres, sont disponibles sur www.communityledtotalsanitation.org/resources

Bongartz, P. et Chambers, R. (2009) « Au-delà des subsides : Déclencher une révolution dans l'assainissement rural », *In Focus* 10, Brighton : IDS

Bongartz, P., Musembi Musyoki, S., Milligan, A. et Ashley, H. (2010) *Si la merde m'était contée : Assainissement total piloté par la communauté en Afrique*, Participatory Learning and Action 61, Londres : Institut international pour l'environnement et le développement (IIED)

Kar, K. (2010) *Facilitating 'Hands-on' Training Workshops for CLTS: A Trainer's Training Guide*, Genève : WSSCC

Kar, K. avec Chambers, R. (2008) *Manuel de l'Assainissement Total Piloté par la Communauté*, Brighton et Londres : IDS et Plan International

Autres titres de la série

Numéro 1 : B Cole, B. (2013) « Développement d'un concept participatif pour l'assainissement »

Ben Cole, qui a aidé l'UNICEF à adapter et à tester un concept participatif de latrines au Malawi, décrit les différentes étapes de la conception participative d'une latrine et donne des conseils pratiques sur la base des expériences acquises au Malawi.

Numéro 2 : Maulit, J. A. (2014) « Comment déclencher le lavage des mains avec du savon »

Ce guide, élaboré au Malawi par l'UNICEF, se penche sur le besoin d'outils spécifiques pour intégrer le lavage des mains dans l'ATPC.

Numéro 3 : Wilbur, J. et Jones, H. (2014) « Handicap : Rendre l'ATPC véritablement accessible à tous »

Ce numéro se concentre sur les personnes qui ont un handicap ou des besoins particuliers en termes d'accès à l'assainissement. Il comprend des recommandations pratiques à l'intention des personnes concernées par l'ATPC afin de rendre les différentes phases et les processus de l'ATPC plus accessibles à tous.

Durabilité et ATPC : État des lieux

La notion de durabilité est sans aucun doute l'un des sujets les plus brûlants qui sous-tend nombre des questions que nous rencontrons dans le cadre de l'ATPC et de l'ensemble des pratiques WASH. Plusieurs études utiles sur la durabilité ont mis en évidence certains de ses différents aspects et les complexités associées.

Toutefois, il est difficile de dire combien d'enseignements tirés de ces études ont été véritablement intégrés dans la programmation et les pratiques actuelles et futures. S'appuyant sur les recherches existantes et sur notre propre appréciation, ce numéro d'*Aux Frontières de l'ATPC* tente de faire un point précis de là où nous en sommes au début de 2015. Dans ce numéro, nous identifions certains des domaines prioritaires d'apprentissage : comment introduire progressivement le marketing de l'assainissement ; la mobilisation post-FDAL des pouvoirs publics, des ONG, des bailleurs de fonds et autres ; comment garantir l'équité et l'inclusion ; comment transformer les normes sociales ; le suivi, l'apprentissage et le changement.



CLTS
Knowledge
Hub

Institute of Development Studies
à l'université de Sussex, Brighton BN1 9RE Royaume-Uni

Web www.communityledtotalsanitation.org

Courriel CLTS@ids.ac.uk

Twitter [@C_L_T_S](https://twitter.com/C_L_T_S)

Tél. +44 (0)1273 606261

Fax +44 (0)1273 621202

IDS, société à but non lucratif à responsabilité limitée par garantie :

Société à but non lucratif immatriculée sous le numéro 306371 ; immatriculée en Angleterre sous le numéro 877338 ; N° de TVA GB 350 899914

Pour en savoir plus

Abonnez-vous à notre newsletter sur l'ATPC, partagez votre expérience et contribuez au site web de l'ATPC en adressant un mail à CLTS@ids.ac.uk

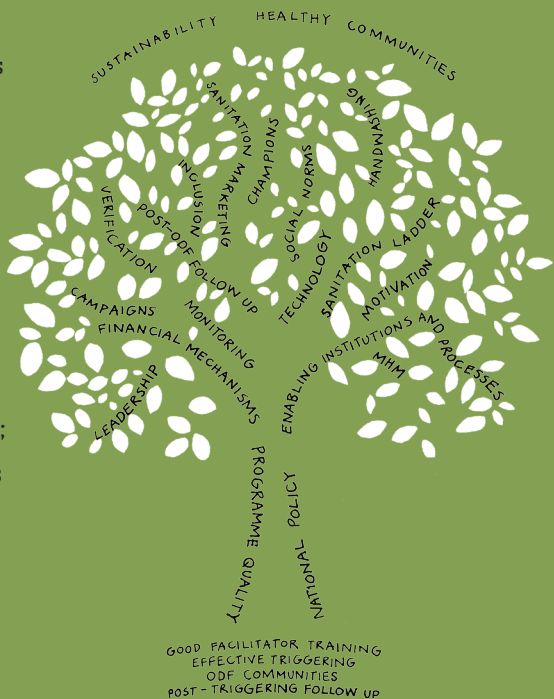


Illustration par Barney Haward